

L'Afrique rattrape-t-elle les autres régions économiques mondiales?

De nombreux pays africains ont connu une forte croissance ces dernières années. Même si le continent n'a pas été épargné par la crise économique mondiale, il y était mieux préparé en de nombreux endroits et a rapidement retrouvé le chemin de la croissance. Les perspectives en ce domaine sont, d'ailleurs, prometteuses. De nombreux obstacles restent, toutefois, à surmonter; il est également très important de maintenir des conditions macro-économiques stables, afin de profiter des chances de la mondialisation et de minimiser les risques qu'elle comporte. C'est la seule façon de garantir à long terme un développement économique durable.

Ces 45 dernières années, l'évolution de l'Afrique a été en grande partie marquée par la déception: la croissance économique était erratique quand elle n'était pas fantomatique. Ces derniers temps, des signes montrent que la situation a profondément changé. L'Afrique rattraperait-elle son retard sur les autres régions économiques mondiales?

La décennie commence avec une longue phase de croissance

L'Afrique affiche, depuis le milieu des années nonante, une croissance économique moyenne de quelque 5% (voir *graphique 1*). Le revenu par habitant s'est continuellement accru de 2-3% par an durant cette période, ce qui a, en même temps, permis de réduire la pauvreté. La récente phase de croissance, qui dure maintenant depuis plus d'une décennie, ne concerne pas seulement les pays exportateurs de pétrole – dont la croissance a été en moyenne de 6,5% par an –, mais également les territoires pauvres en ressources, où elle a dépassé les 4% par an. Seuls quelques pays – comme le Zimbabwe et quelques États fragiles – continuent de stagner à un bas niveau.

Cette longue phase de croissance répond à plusieurs facteurs.

1. L'Afrique a profité de bonnes conditions mondiales. En effet, la forte croissance économique de ces dernières années s'est notamment traduite par une forte élévation de la demande en matières premières et une augmentation des échanges Sud-Sud, plus particulièrement commerciaux et financiers en ce qui concerne l'Asie et l'Amérique latine.
2. L'augmentation des flux de capitaux privés étrangers et l'aide officielle au développement ont favorisé la croissance.



Matthias Feldmann
Secteur Soutien macro-économique, Coopération et développement économiques, Secrétariat d'État à l'économie SECO, Berne



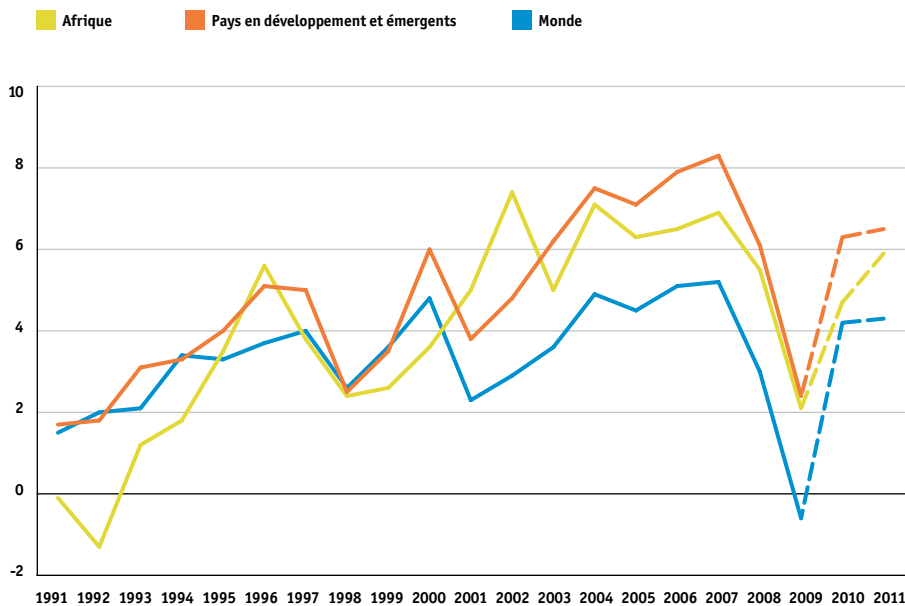
Michel Juvet
Analyste financier et membre de la direction, Bordier & Cie, Genève

Les premiers sont passés de 10 milliards d'USD à 53 milliards entre 2002 et 2007. Les investissements directs en constituent la plus grande partie et ont représenté 6 à 7% du PIB continental en 2007, ce qui correspond au niveau qu'ont connu la Chine et le Brésil au début des années nonante. Entre 2000 et 2008, l'aide publique au développement a augmenté de 8 milliards d'USD à 24 milliards. Les envois de fonds ont également augmenté, pour constituer quelque 2,5% du PIB des pays destinataires en 2008.

3. Les réformes institutionnelles et économiques ont eu un impact. Leur but était d'encourager le secteur privé, de démanteler les obstacles au commerce et de renforcer les capacités d'action de l'État. Elles ont favorisé la croissance ainsi que les investissements étrangers. Bien que ces réformes n'engendrent des changements structurels qu'avec un certain retard et que les performances de nombreux pays atteignent tout au plus la moyenne, quelques uns d'entre eux se détachent du lot avec une économie en forte diversification, surtout si on considère la croissance rapide de leur secteur des services (télécommunication ou tourisme, par exemple) ou le développement de petites industries d'exportation débouchant sur une chaîne de valeurs ajoutées en aval (au Kenya, par exemple).
4. La croissance s'est accompagnée d'une meilleure stabilité politique et macroéconomique ainsi que d'un renforcement sensible de la politique budgétaire et monétaire (voir *graphique 2*). Le taux d'inflation annuel est passé, depuis 2002, en dessous de 10% (valeur moyenne) et le nombre de pays dont le taux dépassait 50% s'est nettement réduit. La situation budgétaire s'est aussi améliorée. Les déficits atteignaient en moyenne 5,7% du PIB dans les années quatre-vingt et nonante; ils sont descendus à 2,9% entre 2000 et 2006. Même les pays riches en ressources se sont imposés une plus grande retenue envers les revenus issus des exportations de matières premières. La consolidation de la dette publique a également aidé à l'amélioration des budgets. Les pays très endettés ont profité des remises qui leur

Graphique 1

Croissance économique de l'Afrique, 1991-2011 (croissance réelle en % par an)



1991 1992 1993 1994 1995 1996 1997 1998 1999 2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011

Remarque :

les valeurs pour 2010 et 2011 sont des prévisions.

Source: Perspectives économiques mondiales (FMI), banque de données / La Vie économique

ont été consenties dans le cadre de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale. Cette stabilité retrouvée a permis à certains pays comme le Ghana de placer, pour la première fois, des emprunts d'État sur le marché international des capitaux.

L'impact de la crise financière et économique mondiale

La crise financière et économique mondiale aurait pu mettre un terme à cette phase de croissance. Certes, de nombreux pays afri-

cains ont été peu touchés par l'effritement du système financier international, leurs banques n'étant guère concernées par l'éclatement de la bulle des «subprimes» étasuniennes. La crise les a, toutefois, vraiment atteints lorsque le commerce mondial a fortement chuté et que le prix des matières premières a suivi la même pente. Nombreux sont également les pays qui ont souffert d'un retrait de capitaux privés – lesquels ont fondu de 57%, soit quelque 23 milliards d'USD, en 2009 – et du recul des envois de fonds. La croissance s'est nettement ralentie pour à peine dépasser 2% l'année dernière. Les pays à moyens revenus et les exportateurs de pétrole, qui sont davantage intégrés au commerce mondial que le reste du continent, ont été plus fortement affectés par la crise et leur croissance a ralenti à 0,5%. À l'inverse, les pays à faibles revenus et ceux pauvres en ressources ont été moins touchés et leur croissance a été de 3,5%; les conséquences se sont surtout ressenties dans le domaine de la lutte contre la pauvreté.

Les économies africaines se sont avérées solides si l'on considère que la crise a eu une portée inconnue jusqu'alors et que les pays importateurs de matières premières avaient déjà été victimes de la hausse des prix alimentaires en 2007 et 2008. La faible intégration de nombreux pays africains dans l'économie mondiale a, en partie, tempéré les conséquences de la crise, mais sur ce continent, des refroidissements conjoncturels plus faibles avaient déjà eu des conséquences souvent bien plus négatives pour les perspectives de croissance. L'Afrique était mieux préparée à la crise que par le passé: inflation réduite, réserves de devises en augmentation, déficit de la balance des paiements et du budget en baisse. L'amélioration de la stabilité macroéconomique et de la politique économique et budgétaire n'a pas seulement favorisé la croissance de ces dernières années, elle a également renforcé les possibilités de résistance à la crise. De nombreux pays ont, pour la première fois, pu profiter de suffisamment de marge de manœuvre pour engager une politique budgétaire anticyclique et prendre les mesures nécessaires à la stabilisation de la conjoncture, tout en poursuivant le programme de dépenses publiques destinées à la lutte contre la pauvreté. La crise n'a pas non plus conduit à un abandon des réformes qui ont profité à la croissance de ces dernières années.

Libérer le potentiel de croissance et surmonter les risques

L'Afrique semble avoir vite retrouvé le chemin de la croissance, contrairement aux

Encadré 1

L'attrait croissant de l'Afrique pour les investisseurs étrangers

L'Afrique dans son ensemble peut, pour la première fois, compter sur l'intérêt réel des investisseurs directs ou financiers. Il faut, évidemment, tenir compte des disparités régionales. Il semble clair que les pays producteurs de pétrole et de matières premières (p.ex. Nigeria, Gabon) et ceux à économie diversifiée (p.ex. Afrique du Sud) continueront d'attirer les capitaux, ce qui permettra de financer de nouvelles entreprises. De grands groupes sont, d'ailleurs, présents dans les secteurs bancaires, de la distribution et des télécommunications.

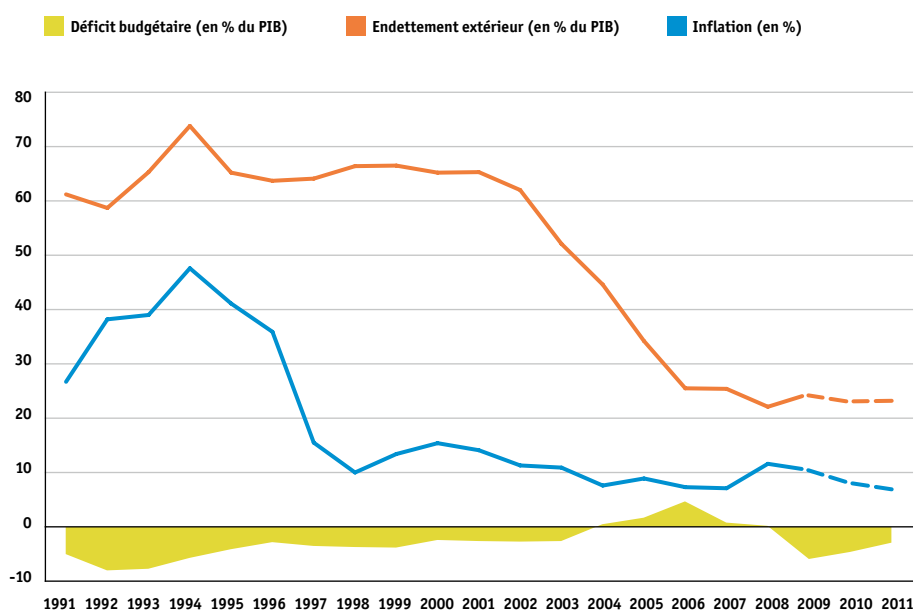
En revanche, les pays moins riches en matières premières, ceux en transition (p.ex. Sénégal, Ouganda) et en pré-transition (p.ex. Mali, Éthiopie) devront absolument attirer les flux de capitaux et les investissements directs, tout en s'accrochant à une locomotive africaine plus avancée pour développer un commerce régional. La création et le regroupement de Bourses à ce niveau, associées au développement de fonds d'investissement public ou privé, pourront favoriser les

flux de capitaux et le financement des entreprises locales, et pallier aux insuffisances des réseaux bancaires.

Tous ces pays peuvent donc aujourd'hui profiter et compter sur l'engouement international que suscitent les investissements en Afrique. La très bonne performance des Bourses africaines attire les investisseurs, car ces derniers constatent qu'il est difficile aujourd'hui d'espérer des rendements importants dans les marchés développés. Forts de l'expérience des marchés émergents plus traditionnels, ils savent qu'il est extrêmement intéressant de se trouver avant les autres dans ces régions. Ces investisseurs savent que ces marchés resteront complexes et risqués en raison de leur petite taille et de leur manque de liquidités, mais ils sont prêts à prendre le risque. En revanche, pour que le cercle vertueux investissements-croissance se prolonge, les pays africains doivent encore surmonter certains défauts structurels.

Graphique 2

Endettement, déficit budgétaire et inflation en Afrique, 1991–2011



Remarque :

les valeurs pour 2010 et 2011 sont des prévisions.

Source: Perspectives économiques mondiales (FMI), banque de données / La Vie économique

crises précédentes où l'économie se relevait souvent avec beaucoup de retard. La stabilité macroéconomique, le déplacement des flux commerciaux vers l'Asie et l'Amérique latine, leur demande continue en matières premières et l'attrait que représente l'Afrique pour les capitaux étrangers (voir encadré 1) devraient permettre à ce continent d'atteindre une croissance proche des 5%, celle-ci devant s'accélérer les années suivantes. Il faut, toutefois, compter avec l'évolution de la conjoncture mondiale qui demeure incer-

taine, ce qui peut être préjudiciable pour les perspectives de croissance.

Les grands défis de l'Afrique

Les acquis de ces dernières années et les perspectives favorables n'empêchent pas l'Afrique de se trouver face à de grands défis. En venir à bout dépendra, en grande partie, des spécificités de chaque pays, étant donnée la grande hétérogénéité de l'économie africaine. La coopération économique au développement peut être d'un apport utile en ce domaine (voir encadré 2).

Le premier grand défi que doit affronter l'Afrique est lié aux *faiblesses des structures nécessaires à l'économie de marché*, qui empêchent la croissance d'un secteur privé compétitif : la question concerne les infrastructures physiques telles que les transports et les réseaux énergétiques, mais aussi le système financier, les conditions institutionnelles et la gouvernance économique. La faible qualité sinon le manque d'infrastructures physiques limitent le commerce des marchandises, augmentent les coûts de production et empêchent la formation de marchés régionaux. De nombreux pays ont fait de gros efforts pour améliorer les conditions institutionnelles qui régissent le secteur privé et le climat des investissements ; le secteur financier a également été réformé. Les activités commerciales sont, toutefois, l'objet de coûts indirects qui peuvent se révéler supérieurs de 20 à 40% à ceux des autres régions économiques. Elles sont également marquées par l'insécurité en matière de droit, de propriété et de transparence. À l'exception de certains pays comme l'Afrique du Sud et l'Égypte, la majeure partie des marchés abritent des secteurs financiers faibles et illiquides, ce qui complique une allocation efficiente du capital ou empêche les entreprises – plus particulièrement les PME – d'accéder aux moyens financiers qui leur sont nécessaires.

Le développement économique à long terme – qui s'accompagne d'une meilleure qualité de vie et donc d'un capital humain valorisé qui répond aux besoins de l'économie – dépend d'un *renforcement durable des institutions étatiques et d'une meilleure gouvernance*. Même si une série d'indicateurs montre des améliorations dans le domaine social et de premiers succès dans la lutte contre la pauvreté, l'Afrique reste à la traîne par rapport aux autres grandes régions économiques. La récente phase d'expansion a également renforcé le fossé qui sépare les différents groupes de revenus. L'accès à des services publics fondamentaux, comme la santé, l'approvisionnement en eau et la formation, est limité et la qualité de ceux qui existent est

Encadré 2

Le rôle de la coopération économique au développement : l'aide du Seco au Ghana

Le Ghana appartient à ce que l'on nomme les «marchés pionniers», qui comprennent les pays à faibles revenus qui se sont ouverts aux réformes et qui connaissent une croissance forte. Le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) soutient le processus de réformes au Ghana dans quatre domaines :

1. *Soutien du gouvernement dans le domaine macroéconomique et dans ses efforts visant à rendre les finances publiques transparentes* : le Seco soutient directement, à travers le programme d'aide budgétaire, la mise en place de programmes de réformes spécifiques au pays et la réforme des finances publiques. Celle qui concerne la politique et la gestion des impôts est essentielle, puisqu'elle doit permettre de mieux exploiter le potentiel fiscal du pays et favoriser l'économie privée. Si on considère les ressources naturelles exploitables – et plus particulièrement les gisements de pétrole récemment mis en valeur –, la perception des impôts doit être modifiée et la transparence renforcée en ce qui concerne les recettes.
2. *Développement et approfondissement du secteur financier local* : le Seco aide à renforcer l'architecture du marché financier et la capacité des institutions à réglementer et surveiller le système. D'autres mesures doivent donner davantage d'ampleur au secteur et améliorer l'accès au financement des petites et moyennes entreprises.
3. *Amélioration de la compétitivité et de l'accès aux marchés internationaux* : le Seco encourage, par diverses mesures, des conditions-cadres favorables aux échanges ainsi que l'amélioration du climat des investissements, afin que l'économie d'exportation soit durable et compétitive.
4. *Renforcement des infrastructures économiques* : le Seco soutient, dans le cadre du programme de réforme du secteur énergétique, le renforcement de la réglementation qui concerne le domaine des infrastructures. Il contribue, en outre, par des investissements ciblés, à améliorer l'approvisionnement énergétique, afin que celui-ci soit plus étendu, plus fiable et plus efficient.

souvent défaillante. Il est donc important, pour la suite du développement, de renforcer l'efficacité des dépenses publiques, tout en conservant, à moyen terme, la même discipline budgétaire. Il convient également d'étendre et d'améliorer la gestion des ressources de l'État.

La forte dépendance envers les matières premières vulnérabilise également de nombreuses économies africaines et renferme des risques à profusion pour la gouvernance. Le prix des matières premières est plus volatil que celui d'autres biens: cela se traduit souvent par des fluctuations inattendues dans les revenus issus des exportations et les recettes fiscales. La croissance économique et la réduction de la pauvreté peuvent en souffrir. Le fait de privilégier les ventes de matières premières peut également nuire à la compétitivité des autres secteurs exportateurs dans le cas où le cours réel de la monnaie s'apprécierait à long terme, ce qui renforcerait encore la dépendance envers les matières premières. Même si ces risques macroéconomiques pouvaient être atténués partiellement en jouant sur la politique monétaire, des adaptations structurelles resteraient nécessaires afin d'augmenter la productivité et de maintenir la compétitivité des autres secteurs. L'abondance des ressources a souvent été, dans le passé, synonyme de complications dans le développement économique à long terme, d'instabilité politique et de corruption élargie. Plusieurs pays ont adhéré, ces dernières années, à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), dont le but est de contrôler les flux financiers que génère le secteur des matières premières. D'autres réformes sont, en outre, nécessaires pour améliorer la stabilité des structures budgétaires et de la gouvernance – cela inclut la transparence de la gestion budgétaire –, afin de consolider la présentation des comptes concernant les recettes issues des matières premières et pour les utiliser raisonnablement. Cette richesse pourra alors contribuer au développement économique et à la réduction de la pauvreté.

L'intégration croissante de l'Afrique dans le système financier mondial s'accompagne également de problèmes qu'il convient de résoudre. Les flux de capitaux étrangers peuvent contribuer à la croissance économique, par exemple en fournissant directement les moyens financiers qui font défaut ou indirectement en contribuant à approfondir les marchés financiers locaux, en améliorant la discipline macroéconomique et en renforçant les institutions sujettes à davantage de discipline de marché. Inversement, l'intégration comporte des risques en l'absence de conditions initiales appropriées, car elle peut exposer l'économie à des sorties de capitaux

imprévues, sans que la situation ne le justifie, comme cela a déjà été le cas durant la dernière crise. Une politique monétaire et budgétaire saine et un secteur financier fort sont nécessaires pour garder une marge de manœuvre économique et diminuer les risques qui pourraient résulter de la volatilité des flux financiers.

Conclusion

Une meilleure gestion économique et l'introduction de réformes propices à la croissance avant et durant la crise économique – associées à des conditions favorables au niveau mondial – ont conditionné la forte phase d'expansion que la dernière décennie a connue, ainsi que la résistance à la crise. L'Afrique doit, toutefois, affronter des défis de taille. Il lui faut d'abord éliminer ses faiblesses structurelles et libérer son potentiel de croissance, afin de rattraper l'Asie et l'Amérique latine. Elle doit, ensuite, poursuivre prudemment le processus d'ouverture à l'économie mondiale, afin de préserver tous ses chances et de surmonter les problèmes qui pourraient surgir. La persistance de la croissance et l'amélioration des conditions de vie de toutes les couches de la population dépend essentiellement de ces points. ■

Encadré 3

Bibliographie

- Banque africaine de développement et OCDE, *Perspectives économiques en Afrique 2010*, 2010.
- Arbache J., Go D. S. et Page J., *Is Africa's Economy at a Turning Point?*, Banque mondiale, Policy Research Working Paper 4519, 2008.
- Devarajan S. et Shetty S., «Africa: Leveraging the Crisis into a Development Takeoff», *Economic Premise*, n° 30, 2010, Banque mondiale.
- Kose M.A., Prasad E., Rogoff K. et Wei S., *Financial Globalization: A Reappraisal*, Fonds monétaire international, Working Paper WB/06/189, 2006.
- FMI, *Perspectives économiques régionales, 2010: Afrique subsaharienne*, 2010.
- Sachs J.D. et Warner A., *Natural Resource Abundance and Economic Growth*, National Bureau of Economic Research, Working Paper 6398, 1995.